Communiqué de presse
18 Décembre 2014

Moins de charges sociales pour les petites entreprises

Le conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal grâce auquel les cotisations patronales baissent pour les premiers recrutements des petites entreprises. La proposition est une initiative de la ministre des Affaires sociales Maggie De Block, du ministre de l'Emploi Kris Peeters et du ministre des PME Willy Borsus.

Cette réduction supplémentaire des charges sociales est inscrite dans l'accord de gouvernement et se monte à 50 euros par trimestre pour le recrutement des trois premiers travailleurs salariés.

Les petites entreprises pourront bénéficier de cette réduction pendant trois ans.

Le ministre des PME, Willy Borsus, déclare : « Je suis convaincu que cette mesure créera de nombreux emplois. Nous le savons d'expérience. La première fois que les charges sociales ont été réduites sur les premiers emplois, nous avons pu créer 3.177 nouveaux emplois en un an. Cette opération a rapporté 32 millions d'euros à l'État. L'extension de cette mesure est donc très positive pour nos PME, mais aussi pour l'emploi dans ce pays. »

Maggie De Block, ministre des Affaires sociales, déclare à ce sujet : « L'objectif de cette réduction des charges sociales est de faciliter le recrutement de nouveaux collaborateurs par les PME. Nous créons ainsi de l'emploi et nous donnons une bouffée d'oxygène aux petites entreprises. »

Le Vice-Premier ministre Kris Peeters souligne quant à lui que cette mesure est un premier pas vers une amélioration de la compétitivité de nos entreprises : « Cette mesure génère de la croissance. La croissance entraîne des emplois supplémentaires, qui impliquent à leur tour une protection sociale durable. Nous augmentons la compétitivité en réduisant les charges salariales des entreprises. Mais il existe aussi plusieurs mesures plus modestes qui génèrent plus de compétitivité et qui vont souvent de pair avec l'activation. La réduction des charges patronales pour les trois premiers recrutements en constitue un exemple. »

La mesure entrera en vigueur le 1er janvier 2015 et s'appliquera tant aux employeurs qui bénéficiaient déjà de la réduction groupe cible avant cette date qu'aux employeurs qui recrutent pour la première fois après cette date.

Le projet est transmis pour avis au Conseil d'État.

URL source: <https://archive.premier.be/fr/moins-de-charges-sociales-pour-les-petites-entreprises>